« Nous devons trouver une nouvelle façon de vivre »

Partage international n° 68 – Avril 1994

Interview de Michaël Gorbatchev

par Noël Glynn

Michaël Gorbatchev, ancien président de l'ex-Union soviétique, a participé récemment, à Londres, à une réunion-débat qui a eu lieu dans l'immense Hall Central, situé près du Parlement britannique à Westminster. Entouré de trois anciens ministres britanniques, il a répondu, pendant près de deux heures, aux questions d'un public nombreux et enthousiaste. Voici les grandes lignes de son intervention.

La question centrale à laquelle est confrontée l'humanité aujourd'hui est de savoir comment vivre en harmonie avec la nature. Car, si la civilisation industrielle a donné un niveau de vie décent à un tiers de l'humanité, elle a condamné les deux autres tiers à la misère et à la famine. De plus, elle a conduit à une crise écologique qui fait peser de graves menaces sur la Terre. Si l'on en croit le cri d'alarme lancé, en novembre 1992, par 1 500 scientifiques, dont bon nombre de prix Nobel, il n'est pas impossible que notre civilisation ait causé des dommages irréversibles à notre biosphère.

Selon M. Gorbatchev, nous devons trouver une nouvelle façon de vivre, sans copier la société de consommation qui a un penchant dévastateur. Nous devons promulguer de nouvelles lois internationales pour protéger l'environnement et créer de nouvelles institutions dans ce but. Une prise de conscience écologique devrait permettre le contrôle de la croissance démographique. La Croix Verte Internationale, dans laquelle M. Gorbatchev est très impliqué, devrait bientôt lancer des appels télévisés mondiaux concernant l'environnement.

Une économie entre libéralisme et communisme

En réponse à une question, M. Gorbatchev a surpris une grande partie de son auditoire en déclarant que le modèle économique occidental ne devait pas être imité. Car si le régime communiste, qu'il définit comme une utopie imposée par la force à *« une grande nation et sur un vaste territoire »*, a été vaincu par l'Histoire, les tenants du libéralisme occidental n'ont pas de quoi pavoiser. Ce qui se passe actuellement en Italie, en Allemagne et en Grande-Bretagne, pour ne citer que ces pays, montre on ne peut plus clairement, que le libéralisme est aussi incapable de répondre aux grandes questions de notre temps, que ne le fut le communisme. Les deux systèmes ont prouvé leur incapacité et il appartiendra au XXI^{e} siècle de construire une nouvelle civilisation qui, fondée sur le respect des droits de l'homme et de la nature, prendra aux divers courants de la vie politique (socialisme, libéralisme, démocratie chrétienne, sensibilité conservatrice…) ce qu'ils ont de meilleur.

Interrogé sur la tendance croissante, que l'on observe en Grande-Bretagne et dans les pays à politique monétariste, à transférer la responsabilité de secteurs tels que la santé et l'éducation, de l'Etat aux organisations caritatives, Michaël Gorbatchev cita le Canada, où il avait pu récemment observer comment l'Etat prenait en charge ces domaines de manière remarquablement efficace, à la satisfaction de tous les Canadiens. Ce qui est d'autant plus dans son rôle, ajouta-t-il, que garantir la qualité de vie des citoyens, c'est aussi s'assurer de leur responsabilité. En tout cas, pour sa part, il n'acceptera jamais que le gouvernement russe abandonne les secteurs de la santé, de l'éducation et de la culture à l'initiative privée.

M. Gorbatchev fit remarquer que le niveau d'éducation de son pays est excellent, comme en témoigne, par exemple, la proportion élevée des victoires russes aux dernières Olympiades mathématiques, à tel point que des firmes américaines qui ont besoin de programmes informatiques de haut niveau s'adressent à des sociétés russes. Cette situation contraste avec celle que connaît les Etats-Unis, où 50 millions d'adultes sont des « analphabètes fonctionnels ». Cela démontre bien que, si les contributions des organisations caritatives et des entreprises à la qualité de vie des citoyens sont les bienvenues, le rôle de l'Etat reste primordial.

Suivit un échange entre deux autres invités au débat: Geoffrey Howe, et Dennis Healey. Ancien ministre des finances, puis des affaires étrangères de Margaret Thatcher, Geoffrey Howe objecta que si ce

Copyright Partage international - www.partageinternational.org

rôle de l'Etat était évident, cela ne voulait cependant pas dire qu'il fallait qu'il se charge de tout. Il ajouta qu'il était important pour l'Occident d'investir en Russie afin de tirer avantage de sa main d'œuvre expérimentée et possédant une formation de haut niveau.

Dennis Healey, ancien ministre travailliste des Affaires étrangères, souligna que les politiques monétaristes avaient toujours pour effet d'engendrer une population sous-éduquée, et que même Adam Smith, autorité suprême du capitalisme, était en faveur d'une intervention systématique de l'Etat dans la protection sociale.

Une *perestroïka* mondiale

En réponse à la question: une révolution est-elle souhaitable en Grande-Bretagne, Michaël Gorbatchev souligna que l'ampleur et la profondeur des bouleversements qui avaient affecté l'Europe de l'Est montraient la nécessité générale, pour tous les pays, non pas d'une révolution, avec son cortège inévitable de guerre civile et de violences, mais d'une transformation radicale. Alors qu'il était encore en fonction, lorsqu'il faisait part de cette conviction à ses homologues occidentaux, il recevait une approbation polie. Mais aujourd'hui, les notions idéologiques auxquelles s'accrochait tant l'Occident durant la Guerre froide, *« ont crevé comme des bulles »* et des problèmes longtemps négligés refont surface. Au point que lors de ses visites aux E. U., nombre d'Américains lui ont dit avoir besoin, eux aussi, d'une *perestroïka*. En fait, M. Gorbatchev voit déjà cette transformation à l'œuvre : le pendule s'éloigne du monétarisme et, partout en Europe, les électeurs désavouent les partis qui n'ont pas su traiter les problèmes sociaux de leurs pays.

« Nul n'est prophète en son pays… »

Interrogé sur les raisons de son limogeage, Michaël Gorbatchev fit d'abord remarquer que toute tentative de réforme soulève inévitablement l'opposition farouche de ceux qui profitent du système que l'on veut réformer. En URSS, cependant, la nécessité de telles réformes faisait, au début, presque l'unanimité — ce qui évita à ceux qui les entreprirent de connaître le sort que la *nomenklatura* avait réservé à Kroutchev. Fort de cet appui, M. Gorbatchev et son groupe avaient donc commencé à préparer le terrain pour instaurer un véritable pluralisme politique, des élections libres et la restauration du droit à la propriété. Ils avaient également introduit des changements notables dans la politique étrangère du pays et rendu l'armée et l'industrie plus proches des besoins de la population.

En 1990, Michaël Gorbatchev jouissait encore d'une grande popularité. Mais des réformes aussi radicales finirent par toucher aux intérêts de la *nomenklatura* et du très puissant complexe militaro-industriel soviétique. Des critiques commencèrent, alors, à se faire entendre; on prétendit d'abord que les réformes débordaient le cadre des intentions d'origine; puis, les partisans du coup d'Etat, auxquels se joignirent les séparatistes, dramatisèrent à l'excès la situation, au point de provoquer une rupture d'équilibre et, finalement, de précipiter la chute. M. Gorbatchev estime qu'il aurait sans doute tenu plus longtemps s'il avait été en mesure de maintenir un rythme progressif des réformes, plutôt que de laisser certains de ses collaborateurs les mener *« à la bolchevique »*.

Les Occidentaux sont persuadés qu'il ne jouit plus d'aucune popularité dans son pays. C'est là un cliché qui n'a aucun fondement, ainsi qu'il peut le constater lui-même chaque fois qu'il visite la Russie. Citons à titre d'exemple, les témoignages de sympathie, parfois très chaleureux, que lui a prodigués il y a peu la population d'une ville, tous publics confondus (travailleurs, étudiants, scientifiques, membres de l'intelligentsia, hommes d'affaires, etc, et surtout la jeunesse, qui constitue son soutien le plus puissant). Les médias russes n'en ont rien dit, comme d'habitude. Ce qui montre bien que cette réputation d'impopularité est l'œuvre des leaders soviétiques qui, n'ayant guère apprécié les réformes de M. Gorbatchev et encore moins ses critiques, le traitent en dissident. S'il était aussi discrédité qu'ils l'affirment, pourquoi, demande M. Gorbatchev, continueraient-ils à lui interdire l'accès aux médias ?

Les élections russes

Enfin, questionné sur les élections multipartites (qui devaient se dérouler peu après ce débat en Russie), M. Gorbatchev estima que le pays n'y était pas encore prêt, d'une part, en raison de la brièveté de la campagne électorale, d'autre part, parce que les intérêts des divers secteurs de la société russe n'étaient pas encore assez mûrs pour permettre l'essor de véritables partis politiques. M. Gorbatchev précisa, en réponse à une question de G. Howe, que ses collaborateurs et lui-même avaient bien tenté de favoriser la formation de plusieurs partis, dont cinq commençaient à se dessiner en 1991, qu'ils avaient même prévu un congrès à cet effet, mais que la tentative de coup d'Etat les empêcha de mener ce projet à terme.

Je relèverai, pour conclure, cette phrase de Michaël Gorbatchev à propos de la nouvelle civilisation que devra créer le XXI^{e} siècle, et qui me paraît résumer le

mieux la tonalité de ce débat : *« Nul ne détient les réponses aux questions de notre temps. Trouvons-les ensemble. »*

Auteur : Noël Glynn,
Thématiques : Société, environnement, politique, vie dans le nouvel age, Économie
Rubrique : Entretien